

# MSNA 2023 EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO – APERÇU DE LA METHODOLOGIE

Ce modèle fait partie de la boîte à outils d'analyse MSNA pour des publications cohérentes et harmonisées entre les pays, afin que les acteurs externes puissent parcourir une méthodologie concise et précise pour les publications des MSNA.

Il s'agit d'un élément-clé du modèle du Bulletin lié au [guide d'analyse MSNA](#), qui explicite les détails sur le cadre MSNI et LSG.

L'aperçu de la méthodologie doit être référencé dans le bulletin MSNA et dans d'autres publications si jugés pertinents. En tant que tel, puisque l'aperçu est publié à l'étape du rapportage, il devrait fournir des éléments définitifs, par exemple, la couverture géographique définitive, le nombre définitif de ménages évalués. Veuillez essayer de le garder aussi concis que possible tout en fournissant les informations nécessaires.

Cet aperçu méthodologique souligner les points suivants :

- **Aperçu final de la méthodologie de la MSNA** : portée et couverture de l'évaluation définitives, sources de données secondaires, considérations éthiques et limites de l'évaluation (y compris les différences par rapport aux termes de référence) ;
- **Analyse des écarts en termes de niveau de vie** : brèves description et explication du cadre qui sous-tend la construction des indicateurs composites sectoriels (*living standard gaps* ou LSG) ;
- **Annexes** : plus de détails sur le cadre LSG pour chaque pays, l'identification des LSG et des manques en termes de capacités (*capacity gaps*), l'estimation de la sévérité globale des besoins (Indice des besoins multisectoriels ou MSNI – *Multi-sectoral Needs Index*) et les partenaires qui ont participé au cycle de recherche

## About REACH

REACH facilite le développement d'outils d'information et de produits visant à renforcer la capacité des acteurs humanitaires à prendre des décisions fondées sur des preuves dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. Les méthodologies utilisées par REACH comprennent la collecte de données primaires et l'analyse approfondie, et toutes les activités sont menées à travers des mécanismes de coordination humanitaire inter-institutionnels. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et du Programme opérationnel d'applications satellitaires de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR-UNOSAT). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site web. Vous pouvez nous contacter directement à l'adresse suivante : [geneva@reach-initiative.org](mailto:geneva@reach-initiative.org) et nous suivre sur Twitter @REACH\_info

**TABLE DES MATIERES .....ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.**

Liste des acronymes.....	3
Classifications géographiques .....	3
Objectifs généraux et spécifiques et questions de recherche .....	4
Objectifs généraux et spécifiques.....	4
Questions de recherche .....	5
Portée et couverture de l'évaluation.....	5
Groupes de population et stratégie d'échantillonnage.....	7
Aperçu de la méthodologie .....	7
Ménages, individus et villages visés .....	8
Collecte de données et couverture géographique.....	9
Sources de données secondaires.....	11
Considérations éthiques et limitations.....	11
Considérations éthiques.....	11
Limites et défis.....	12
<b>ANALYSE DES MANQUES EN TERMES DE NIVEAU DE VIE (LSG) .....</b>	<b>13</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>16</b>
Annexe 1 : Publications connexes (termes de référence, données, tableau de bord).....	16
Annexe 2 : Détails sur les indicateurs utilisés pour les manques en termes de niveau de vie (LSG) et les manques en termes de capacité (capacity gaps) .....	17
Annexe 3 : Manques en termes de niveau de vie (LSG) – Agrégation.....	23
Annexe 4: Indice des besoins multisectoriels (MSNI) – Agrégation .....	24
Annexe 5 : Liste des partenaires .....	25

## Liste des acronymes

**HNO** : Aperçu des Besoins Humanitaires (Humanitarian Needs Overview)

**HPC** : Cycle de Programmation Humanitaire (Humanitarian Programming Cycle)

**HRP** : Plan de Réponse Humanitaire (Humanitarian Response Plan)

**IPC** : Classification Intégrée de la Phase de Sécurité Alimentaire (Integrated Food Security Phase Classification)

**LCSI** : Indice des Stratégies d'Adaptation aux Moyens de Subsistance (Livelihoods Coping Strategies Index)

**LSG** : Manques en Termes de Niveau de Vie (Living Standard Gaps)

**MSNA** : Évaluation des Besoins Multisectoriels (Multi-Sectoral Needs Assessment)

**MSNI** : Indice des Besoins Multisectoriels (Multi-Sectoral Needs Index)

**RCSI** : Indice du Score Rapide de Consommation (Rapid Consumption Score Index)

**USAID – BHA** : Agence des États-Unis pour le Développement International - Bureau de l'Assistance Humanitaire (United States Agency for International Development - Bureau for Humanitarian Assistance)

## Classifications géographiques

**Province** : La division administrative infranationale la plus élevée en dessous du niveau national. Les 26 provinces de la RDC sont administrées par un gouverneur à la tête d'un gouvernement décentralisé provincial.

**Territoire** : Subdivision administrative de la province dirigée par un administrateur de territoire. La RDC en compte 161.

**Zone de santé** : Subdivision du territoire utilisée par le Système National d'Information Sanitaire et les membres de la communauté humanitaire. La RDC en compte 519.

**Groupement** : Regroupement de plusieurs localités administré par une chefferie ou autorité coutumière locale.

**Localité** : Village dans un contexte rural ou quartier dans un milieu urbain.

### Objectifs généraux et spécifiques et questions de recherche

#### Objectifs généraux et spécifiques

L'objectif principal de l'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) de 2023 en RDC était de mettre à disposition de la communauté humanitaire des données multisectorielles permettant l'identification de la nature et de la sévérité des besoins humanitaires des populations au niveau national en RDC, par zone géographique (territoire) afin d'informer le cycle de programmation humanitaire (HPC) 2024, à travers un partenariat avec l'équipe de l'Analyse et Cartographie des Vulnérabilités (VAM) du Programme Alimentaire Mondial (PAM), qui met déjà en place une Evaluation de Sécurité Alimentaire en Situation d'Urgence (EFSA) au niveau national, collectant les indicateurs sectoriels sur la Sécurité Alimentaire.

L'évaluation avait six objectifs spécifiques :

1. Mieux comprendre les conditions de vie des populations affectées par la crise humanitaire prolongée dans l'ensemble des 161 territoires de la RDC.
2. Mieux comprendre la sévérité sectorielle et intersectorielle des besoins, ainsi que le niveau de vulnérabilité des populations pour chacun des 161 territoires du pays.
3. Mieux comprendre les variations et les différences en matière de sévérité des besoins existantes entre les différents groupes de populations existants (personnes MSNA - Évaluation multisectorielle des besoins (MSNA), RDC, Juillet 2023 [www.reach-initiative.org](http://www.reach-initiative.org), déplacées internes (PDI), déplacées en famille d'accueil, retournées, rapatriées et communautés hôtes) et entre les ménages ayant pour chef de ménage une personne de sexe féminin vs masculin, au niveau des 25 provinces du pays.
4. Apporter une vue d'ensemble de la sévérité des besoins à titre informatif dans les zones inaccessibles, pour raisons logistiques ou sécuritaires par territoire, dans les 5 provinces de l'Est du pays (Ituri, Maniema, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Tanganyika).
5. Prendre en compte la « voix » des populations affectées pour mieux saisir leur compréhension de certains concepts humanitaires clés utilisés dans les questionnaires (comme « l'aide humanitaire » ou « la gouvernance » ou les « mécanismes de gestion des plaintes ») et suggérer des traductions adéquates à travers des groupes de discussions dans les 5 provinces de l'Est du pays (Ituri, Maniema, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Tanganyika), à travers un partenariat avec Translators Without Borders (TWB).
6. Assurer une analyse complète et détaillée des langues parlées à travers le pays, les liens entre les préférences de population pour recevoir de l'information, ainsi que les coexistences potentielles entre certaines barrières d'accès aux infrastructures et la langue utilisée, à travers un partenariat avec Translators Without Borders (TWB).

## Questions de recherche

Pour atteindre ces objectifs, la MSNA a cherché à répondre aux questions de recherche suivantes :

- (1) Quel est le niveau d'accès aux services de base (eau potable, installations sanitaires et d'hygiène de base, soins de santé essentiels, éducation...), de besoins et de vulnérabilité indépendamment du groupe démographique pour chaque territoire et pour chaque secteur ?
- (2) Quel est le niveau d'accès aux services de base, de besoins et de vulnérabilité pour chaque groupe de population par province et par secteur ?
- (3) Quels sont les facteurs sous-jacents pouvant contribuer à la sévérité des besoins par zone et groupe de population ?
- (4) Quelles sont les différences observées entre les différents groupes de population et les différentes zones ?
- (5) Quelles sont les besoins et le niveau de sévérité approximatif des populations vivant dans les zones inaccessibles des provinces de l'est de la RDC ?
- (6) Quelles sont les groupes et préférences linguistique et l'effet du langage utilisé sur l'inclusion et l'accès aux services de base ?
- (7) Quelle est la pertinence pour la communauté interrogée des évaluations menées et comment concevoir au mieux les outils permettant d'évaluer les besoins et les problèmes clés, pour s'assurer que les données ne sont pas biaisées en fonction de besoins et de priorités prédéterminés ?
- (8) Comment optimiser la formulation et traduction d'une questionnaire incluant des indicateurs de besoins humanitaires ?

## Portée et couverture de l'évaluation

La RDC est confrontée à l'une des crises humanitaires les plus complexes et les plus anciennes au monde. À la suite de la pandémie de COVID-19, qui a exacerbé les vulnérabilités existantes et entraîné une résurgence des conflits armés et de la violence, 26,4 millions de personnes avaient un besoin urgent de protection et d'aide humanitaire d'après le HNO 2023<sup>1</sup>. La combinaison d'un conflit prolongé dans certaines parties du pays et de chocs additionnels, notamment des catastrophes naturelles et des épidémies, avait entraîné des niveaux élevés et persistants de besoins humanitaires et d'importants mouvements de population, avec 6,2 millions de personnes vivant alors en situation de déplacement interne et classant la RDC comme le pays accueillant le plus grand nombre de personnes dans cette situation de très haute vulnérabilité<sup>2</sup>. Une large majorité de ces déplacements (80%) étaient dus aux conflits armés et 2 millions de personnes avaient été forcées de quitter leur maison en 2022, toujours selon le HNO 2023.

---

<sup>1</sup> OCHA, [République démocratique du Congo : Aperçu des besoins humanitaires 2023](#), janvier 2023.

<sup>2</sup> Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), [Urgence en République démocratique du Congo](#), juin 2023.

En outre, la recrudescence de la violence en début d'année 2023 au sein de la crise prolongée complexe dans l'est du pays<sup>3</sup>, ayant pour conséquence des « centaines de morts et des milliers de déplacés »<sup>4</sup>, malgré la signature d'accords internationaux pour une résolution du conflit en fin d'année 2022<sup>5</sup>, avait mis en évidence des problèmes critiques dans la capacité des acteurs de l'aide à prioriser efficacement et donc à répondre de manière adéquate à la protection, à la santé et à d'autres besoins aigus multisectoriels des populations déplacées.

Des lacunes importantes en termes de disponibilité, d'harmonisation et de partage des données sont une source principale des difficultés des partenaires à coordonner cette réponse.

REACH s'engage à soutenir une amélioration globale de l'écosystème d'analyse en RDC grâce à une meilleure analyse des besoins, à travers différentes sources de données secondaires, une meilleure planification de l'aide humanitaire, à travers une MSNA nationale, informant notamment le HNO / HRP 2024 et une harmonisation et renforcement des capacités de différents gestionnaires de l'information, responsables des gestions des alertes d'urgence notamment.

Après la réalisation d'une première MSNA pilote en RDC en 2021 dans la province du Tanganyika, puis d'une deuxième évaluation multisectorielle élargie à l'échelle de deux provinces en 2022, au Tanganyika et au Sud-Kivu, le besoin d'étendre la couverture géographique d'une telle évaluation au niveau national s'est vite fait ressentir au sein de la communauté humanitaire. Au vu de l'immensité géographique du territoire, un projet d'une telle ampleur est particulièrement complexe et requiert un nombre important de ressources, financières, logistiques, sécuritaires ou humaines. Toutefois, ce travail est nécessaire au vu du nombre impressionnant de personnes faisant face à un besoin humanitaire et au nombre toujours croissant de personnes déplacées internes (PDI), principalement suite à des attaques et affrontements armés dans l'est du pays, à la suite à la dégradation du contexte sécuritaire dans l'ouest du pays notamment dû à des conflits fonciers interethniques<sup>6</sup>, mais aussi aux vues des conflits fonciers, coutumiers, intercommunautaires, politiques ou encore économiques ayant lieu sur l'entièreté du territoire<sup>7</sup>.

Afin de répondre au besoin croissant d'informations à jour et à l'échelle de la crise de la large majorité des secteurs présents en RDC, REACH a mis en place un partenariat avec l'équipe du VAM de Kinshasa, afin de créer une collaboration lors de la mise en œuvre de l'EFSA. Cette dernière est réalisée de manière annuelle depuis plus d'une décennie au niveau national, grâce notamment aux ressources disponibles à travers le PAM, mais également via la réalisation des enquêtes à travers des partenaires de collectes gouvernementaux. REACH a apporté un soutien technique lors de cette évaluation d'ampleur colossale,

---

<sup>3</sup> Conseil de sécurité des Nations Unies, [RDC : le Conseil de sécurité adopte une déclaration condamnant les attaques du M23 et enjoignant aux « parties extérieures » de cesser leur appui à ce groupe armé](#), mars 2023.

<sup>4</sup> Nations Unies, [ONU INFO, RDC : des centaines de morts et des centaines de milliers de déplacés dans des attaques dans l'Est](#), janvier 2023.

<sup>5</sup> Institut d'études de sécurité (ISS), [Les processus de paix à l'est de la RDC ratent leur cible](#), février 2023.

<sup>6</sup> Libération, [République démocratique du Congo RDC : à cinq mois des élections, d'inquiétantes tueries se rapprochent de Kinshasa](#), juillet 2023.

<sup>7</sup> OCHA, [Aperçu des besoins humanitaires 2023](#), janvier 2023.

notamment à travers une revue en profondeur du questionnaire, permettant de l'optimiser, de le mettre à jour et d'y inclure les indicateurs prioritaires à chacun des clusters présents au sein du pays, ainsi qu'un appui soutenu tout au long de la collecte de données pour assurer un nettoyage régulier et finalement un partenariat étroit avec le PAM lors de la phase de nettoyage et d'analyse finale. Cette évaluation a donc permis de fournir à toute la communauté humanitaire des données actualisées sur les besoins multisectoriels et les priorités des populations affectées par la crise au niveau national, à l'échelle des territoires.

## Groupes de population et stratégie d'échantillonnage

### Aperçu de la méthodologie

La méthodologie de cette évaluation est basée sur la méthodologie mise en place par le VAM lors de la réalisation de l'EFSA. L'échantillonnage a pu être centralisé au niveau du bureau national à Kinshasa, afin d'obtenir des résultats représentatifs au niveau du territoire avec un intervalle de confiance à 95%. L'erreur attendue est variable entre les différents territoire, niveau géographique visé pour la représentativité. Pour ce faire, la formule de la loi Binomiale a été utilisée et les conditions nécessaires à l'analyse de l'IPC ont été respectées. À la suite du nombre défini d'enquêtes à réaliser par territoire, les partenaires de mises en œuvre de l'EFSA ont été en charge de cibler les différentes Unités Primaires d'échantillonnage (UPE), soit des localités s'il y a moins de 300 ménages, sinon un quartier au sein de la localité en question aléatoirement sélectionné. Ceux-ci étaient tenus à minima de respecter une distribution proportionnelle à la taille de la population des zones de santé – les données de population par UPE n'étant pas disponibles. Pour chaque territoire, le nombre d'enquêtes à réaliser est donc distribué proportionnellement à la taille de la population au sein de chacune des zones de santé, de même que le nombre de villages en milieu rural ou de quartiers en milieu urbain, représentant les différentes UPE à sélectionner de manière aléatoire au sein des zones de santé. Les villages sont dans la majorité des régions sélectionnés de manière aléatoire basé sur une liste de localité recensée au niveau gouvernemental ou parmi une liste de localités fournie par les différents gouverneurs territoriaux. Le nombre de population par zone de santé étant approximé grâce à des projections faites à partir d'un recensement datant de 1984, ces données restent peu fiables, mais permettent de répartir le nombre d'UPE à enquêter de manière proportionnelle à la taille de la population basée sur cette extrapolation de nombre de ménages par zone de santé au sein des territoires évalués. Les ménages au sein des UPE sélectionnées sont finalement sélectionnés de manière aléatoire, soit à travers une liste de recensement disponible auprès du chef de village, soit suite à un rapide dénombrement de ménages dans un pas de sondage est ensuite déterminé, et les enquêteurs, depuis le centre du village, peuvent ensuite sélectionner le premier ménage à partir de la technique du stylo. Cette technique consiste à se rendre au centre de l'UPE, puis de lancer un stylo à terre. La pointe du stylo détermine la direction à suivre pour ensuite utiliser le pas de sondage qui permet de sélectionner le Xème ménage à enquêter. En cas de difficultés d'accès à un village présélectionné (logistiques ou sécuritaires), un nouveau village respectant les mêmes caractéristiques sera choisi, soit car accessible et proche de la zone présélectionnée inaccessible, soit car se trouvant dans une même zone de moyen d'existence et agroécologique. L'échantillonnage dans ce cas ne peut plus être considéré comme aléatoire, mais devient raisonné. Afin de limiter cette problématique d'accès et le biais dans les résultats, REACH mènera une collecte de données supplémentaire dans les zones considérées comme difficiles d'accès pour des raisons sécuritaires ou logistiques, ou dans les zones qui devraient se révéler comme compliquées d'accès lors de la collecte de données dans les régions de l'est, où les besoins et la réponse sont importants, auprès d'informateurs clés (IC) sélectionnés en fonction de leurs connaissances récentes

et détaillées des villages situés dans ces zones (1, 2 ou 3 IC par village). Ils pourront être choisis en fonction de leur fonction (chef de village, leader ...) ou de leur emploi (administratif, ONG, marchand). Ces profils d'IC peuvent également fournir les contacts d'autres IC pertinents dans la localité enquêtée, selon la méthodologie dite de « boule de neige ». La méthodologie dite de « zone de connaissance » développée par REACH et utilisée dans le cadre du projet de suivi de la situation humanitaire (HSM) sera utilisée. Les IC seront interrogés au niveau du village à l'aide d'un questionnaire structuré, afin d'informer de manière indicative sur la situation humanitaire dans ces zones. Pour plus d'informations sur cette méthodologie, veuillez consulter les termes de référence du HSM [ici](#).

## Ménages, individus et villages visés

Bien que les analyses du HPC se font au niveau des zones de santé du pays et sont différenciées par groupes de population (PDI, retournés et non-déplacés), l'ensemble des territoires du pays sont ciblés lors de cette évaluation et l'échantillonnage est créé indépendamment du groupe de population des ménages ciblés. Toutefois, le contexte et l'opérationnalisation des évaluations en RDC se traduit par une difficulté d'accès à la fois logistique et sécuritaire, ce qui signifie que certains axes ou villages présélectionnés ont dû être remplacés par d'autres UPE définies comme ayant des caractéristiques communes (cf. l'aperçu de la méthodologie ci-dessous). Ces modifications dans l'échantillonnage ont été validées par le PAM, et répertoriées afin de mieux comprendre les conséquences de ce biais dans les résultats. Dans les cinq provinces de l'est les plus affectées par la crise, des évaluations auprès d'IC ont été menées afin de limiter ce biais et de permettre des comparaisons à titre indicatif au niveau de ces territoires affectés. De plus, des analyses à titre indicatif également seront réalisées afin de comparer les besoins des différents groupes de population et par genre du chef de ménage au niveau provincial.

Grâce à l'inclusion des différents indicateurs prioritaires identifiés au niveau des clusters globaux, l'ensemble des secteurs humanitaires a été couvert à travers cette évaluation, à savoir abri, bien non alimentaire, santé, éducation, nutrition, sécurité alimentaire, eau, hygiène et assainissement (EHA) et protection. Des composantes transversales ont également été incluses, notamment la redevabilité envers les populations affectées, les vulnérabilités, la démographie et des informations sur les dépenses faites par les ménages. Cela permet également de mieux comprendre les conditions de vie des populations ciblées.

La méthodologie mise en œuvre de l'échantillonnage est un échantillonnage stratifié au niveau territorial par grappe en deux étapes. Le nombre de grappes à évaluer par territoire est défini par la formule de la loi Binomiale, basée sur la prévalence de l'insécurité alimentaire analysés lors de l'IPC 2022. Les UPE sont définis comme les villages en milieu rural et les quartiers en milieu urbain. Le nombre d'UPE à cibler par territoire est défini sur une moyenne de 10 enquêtes par UPE. La taille des UPE sera dépendante i) du nombre d'enquêtes à réaliser par territoire, distribuées de manière proportionnelle à la taille totale de la population des zones de santé par rapport à la taille de la population du territoire et ii) du nombre de grappes à cibler par territoire, distribuées également de manière proportionnelle à la taille totale de la population des zones de santé par rapport à la taille de la population du territoire. La méthodologie permettant de déterminer le nombre d'enquêtes à réaliser et le nombre de grappes à cibler par territoire se base sur un échantillonnage construit de sorte à obtenir des résultats représentatifs avec un intervalle de confiance à 95%. L'erreur attendue varie d'un territoire à l'autre. Lorsque le nombre d'enquêtes à réaliser par territoire a été calculé, un réajustement a pu se faire à travers une erreur attendue plus faible ou plus forte afin de respecter les lignes directrices de l'IPC qui permettent d'assurer un nombre de grappes entre 20 et 30 au sein de chaque territoire.

## **Collecte de données et couverture géographique**

La collecte de données quantitatives ménages a eu lieu entre le 16 mai et le 20 juillet 2023 et a porté sur un total de 36 981 ménages. Les ménages ont été interrogés dans le cadre d'un entretien structuré couvrant tous les secteurs humanitaires. Toutes les enquêtes ont été menées en personne par l'intermédiaire d'énumérateurs travaillant pour l'Institut National de la Statistique en partenariat avec le PAM. La collecte de données quantitatives IC dans les zones d'accès difficiles a quant à elle eu lieu entre le 13 et le 31 juillet 2022. Les enquêtes ont été menées par téléphone par l'aide d'énumérateurs travaillant directement pour la mission REACH en RDC.

Figure 1: Couverture géographique de l'évaluation



## Sources de données secondaires

La MSNA s'appuiera sur un nombre limité de données secondaires, puisque les informations utilisées par le VAM devront être utilisées. Toutefois, les données utilisées pour la création de l'échantillonnage sont les données de prévalence de l'insécurité alimentaire par territoire évaluée lors de [l'IPC 2022](#), ainsi que les listes de localités recensées au niveau des zones de santé par le gouvernement et les données de population projetée à travers le dernier recensement de population datant de 1984. Les documents, techniques et leçons apprises des MSNA menées par REACH au Tanganyika en 2021 et dans les provinces du Tanganyika et du Sud-Kivu en 2022 seront largement utilisées, notamment lors du nettoyage quotidien des données collectées.

D'autres sources, telles que le [HNO](#) et le [HRP 2023](#), les analyses IPC, les données collectées par les acteurs faisant un monitoring de protection, les alertes recensées sur le [Humanitarian Tools](#) d'OCHA et leurs résultats des évaluations rapides de besoin des alertes évaluées, seront utilisées pour permettre une meilleure compréhension du contexte. D'autres données secondaires seront finalement utilisées pour trianguler les résultats de l'analyse et seront citées dans les produits lorsque pertinent. Les indicateurs sectoriels définis comme étant prioritaires inclus dans le questionnaire sont tirés des lignes directrices des clusters globaux. Alors qu'un indicateur prioritaire du cluster abri n'a pu être inclus, car considéré comme trop complexe et hors de la portée de l'EFSA (voir annexe 2 pour plus de détails), la méthodologie mise en place du Système de [classification de la gravité des refuges](#) a pu être analysé pour définir un indicateur simplifié permettant une approximation de l'information initialement recherchée.

## Considérations éthiques et limitations

### Considérations éthiques

Comme dans toutes les évaluations précédentes, REACH Initiative a pris en compte et étudié les implications éthiques de la collecte des données et de la diffusion des informations.

Premièrement, toutes les composantes de la collecte de données nécessitaient le consentement éclairé de l'enquêté.

Deuxièmement, toutes les questions des outils ont été évaluées par rapport aux procédures opérationnelles standard d'IMPACT Initiatives sur les informations personnellement identifiables.

De plus, pour certaines questions de protection pouvant porter sur des sujets sensibles (incidents de protection, etc.). Les personnes enquêtées avaient toujours la possibilité de ne pas répondre à certaines questions ou de mettre un terme à l'entretien si elles en ressentaient le besoin. Les enquêteurs étaient formés sur les questions éthiques et sur les mécanismes de remontée d'informations sur les cas sensibles. Les normes suivies étaient celles du PAM, qui autorise les entretiens auprès de mineurs ayant 15 ans ou plus.

Aussi, les questions du Washington Group étaient, dans l'idéal, posées directement à la personne concernée, celle-ci pouvant donc être un enfant. Si tel était le cas, les enquêteurs avaient été formés sur la nécessité de toujours rester accompagné d'un adulte.

Les questions du Washington Group étaient posées directement aux individus concernés lorsque possible. Les enquêteurs étaient formés pour les questions du Washington Group et étaient toujours accompagné du répondant au questionnaire.

## Limites et défis

- Formation & collecte : REACH n'a pas pu participer en présentiel à chacune des formations des enquêteurs et a pu superviser qu'une petite partie des équipes terrains au vu de l'ampleur de l'évaluation. Cela s'est réalisé en parallèle de formations déjà organisées par, et sous la responsabilité du PAM et ses partenaires gouvernementaux.
- Couverture ciblée non atteinte : Le nombre d'enquêtes finales dans certains territoires est plus faible que la cible calculée lors de l'échantillonnage. Cela peut avoir un impact sur l'erreur attendue (qui reste en-dessous de 7,7% ici).
- Couverture partielle des enquêtes ménages : Certaines grappes présélectionnées n'ont pas pu être atteintes pour cause de contraintes logistiques et/ou sécuritaires. Des grappes préalablement ciblées au sein d'un deuxième échantillon prévu à cet effet ou présentant des caractéristiques similaires ont été choisies pour les remplacer.
- Nettoyage des données : Pour cause de problématique de réseau et d'accès au serveur ainsi qu'un nombre de vérifications particulièrement élevé, la plupart des données ont été revues à la fin de la collecte terrain, et non pas de manière quotidienne. Un certain nombre de corrections automatisées pour répondre à cette problématique a été validé et mis en place.
- Sous-ensembles : Les résultats faisant référence à un sous-ensemble de la population totale peuvent avoir une marge d'erreur plus grande et sont donc à interpréter avec précaution.
- Données disponibles : Au cours du processus de nettoyage des données, certaines enquêtes ont été supprimées de la base de données pour cause de faible qualité et certaines valeurs ont été identifiées comme potentiellement inexactes. Une vérification plus approfondie n'a pas été possible pour certaines de ces données en raison du temps écoulé depuis la collecte des données. Etant donné le nombre très faible d'observations concernées et qu'il est peu probable qu'elles aient un impact important sur l'analyse, certaines données ont été conservées lorsque celles-ci avaient déjà été analysées.
- Biais de réponse : Certains indicateurs, à l'instar de ceux relevant du secteur de la protection, peuvent avoir été sous- ou sur-rapportés en fonction de la subjectivité et de la perception des personnes interrogées.
- Les données concernant la consommation d'eau de surface comme principale eau de boisson étaient indisponibles dans les territoires suivants : Lomela, Kole, Lodja, Oshwe, Mushie, Bolobo, Kimvula, Monkoto, Ikela, Bokungu, Walungu, Bambesa, Dungu, Niangara, Faradje, Watsa, Mambasa, DJubu et Irumu. Les données concernant la défécation à l'air libre en l'absence d'installation sanitaire étaient indisponibles dans les territoires de Bambesa, Isangi, Ikela et Kailo. En conséquence, les résultats des besoins extrêmes plus (4+) du LSG EHA et du MSNI pourraient être sous-évalués dans chacun de ces territoires.
- Période de collecte : La collecte a globalement coïncidé avec la saison sèche où l'accès aux services de base peut être plus aisé que pendant la saison des pluies.
- Limite des enquêtes ménages quantitatives : Cette méthodologie ne permet pas d'obtenir des explications approfondies sur des thématiques complexes et les dynamiques au sein des ménages ne peuvent être appréhendées qu'en partie.

Pour plus de détails sur les indicateurs et les seuils utilisés dans cette analyse, veuillez-vous référer à l'annexe 2.

Chaque année, REACH facilite la collecte et l'analyse de données au niveau des crises pour différents secteurs et groupes de population grâce à des Evaluations multisectorielles des besoins (MSNA) pour appuyer la prise de décision des acteurs humanitaires. Les MSNA sont menées au sein d'un cadre de partenariat au niveau sectoriel et intersectoriel. Elles sont planifiées afin d'éclairer les étapes de la prise de décision stratégique tout au long du Cycle de programmation humanitaire (HPC), telles que l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) et le Plan de réponse humanitaire (HRP).

**Note :** Le cadre d'analyse MSNA est totalement indépendant du Cadre d'analyse intersectoriel conjoint (JIAF). Bien que certains des éléments conceptuels de cette analyse MSNA proviennent du JIAF 1.1 (par exemple, « écart en termes de niveau de vie » ou LSG, indicateurs, catégories de sévérité), la méthodologie utilisée est différente. En outre, le JIAF est élaboré par l'intermédiaire d'un groupe inter-agences et mis en œuvre principalement pour produire des PiN intersectoriels (et une sévérité au niveau des zones) en utilisant différentes sources de données disponibles au niveau de la crise. En parallèle, la méthode d'analyse MSNA a été développée en interne par REACH et est construite principalement à l'aide de données au niveau des ménages collectées pendant la MSNA. Conformément aux questions de recherche, l'analyse vise à fournir une vue d'ensemble des besoins humanitaires à l'échelle de la crise et des facteurs sous-jacents qui influencent l'accès aux besoins et aux services de base.

La méthodologie repose sur un processus d'agrégation en deux étapes (voir figure 1) :

- (1) **Agrégation des indicateurs au niveau sectoriel** : Construction des « manques en termes de niveau de vie » sectoriels (*Living standard gaps, LSG*), voir l'annexe 3 pour plus de détails ;
- (2) **Agrégation des LSG sectoriels en un résultat composite multisectoriel** : Indice des besoins multisectoriels (*Multi-Sectoral Needs Index, MSNI*), voir l'annexe 4 pour plus de détails.

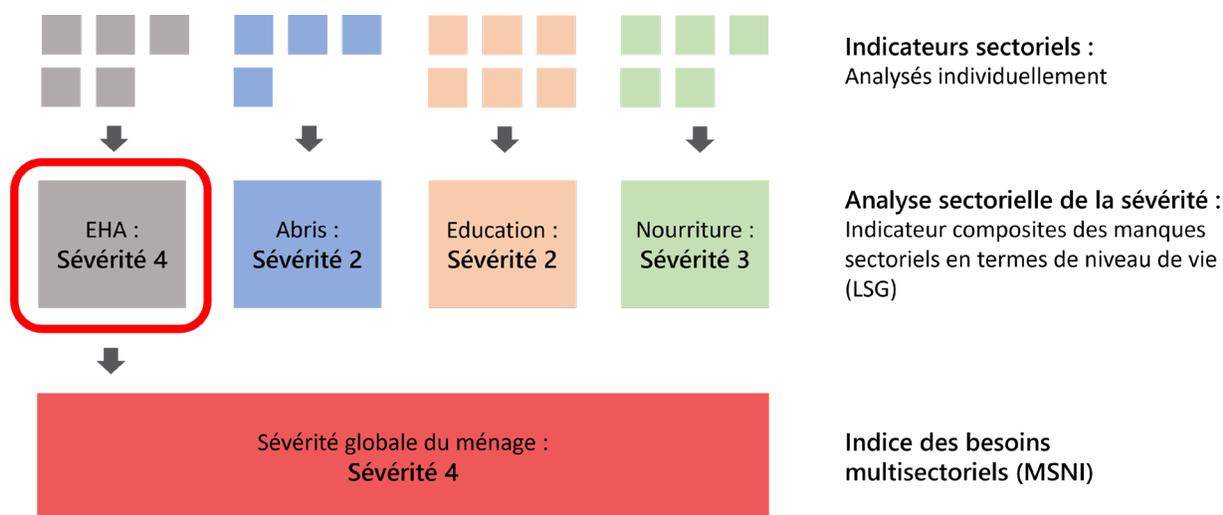


Figure 2 : Approche de l'analyse MSNA

Les principaux éléments analytiques sont les suivants :

- **Manques en termes de niveau de vie (LSG)** : signifie un besoin dans un secteur donné, lorsque le score de sévérité LSG est de 3 ou plus.
- **Indice des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance (LCSI)** : signifie que des stratégies d'adaptation négatives et non durables sont utilisées pour répondre aux besoins. Les ménages qui ne sont pas classés comme ayant un LSG peuvent maintenir leur niveau de vie en utilisant des stratégies d'adaptation négatives.
- **Sévérité** : signifie « l'intensité » des besoins, en utilisant une échelle allant de 1 (minimal) à 4 (besoins extrêmes) / 4+ (besoins très extrêmes).
- **Magnitude** : correspond au nombre total ou au pourcentage de ménages dans le besoin.
- **L'indice des besoins multisectoriels (MSNI)** est une mesure de la sévérité globale des besoins humanitaires du ménage dans tous les secteurs (exprimée sur une échelle de 1 à 4+), basée sur la sévérité la plus élevée parmi les scores de sévérité des LSG identifiés dans chaque ménage.

L'échelle de sévérité est basée sur le type d'échelles de sévérité qui existent dans la version 1.1 du Cadre d'analyse intersectoriel conjoint (JIAF), un cadre analytique en cours d'élaboration au niveau mondial pour améliorer la compréhension des besoins des populations affectées. Ce cadre mesure la détérioration progressive de la situation d'un ménage vers le pire résultat humanitaire possible. Alors que l'échelle de sévérité du JIAF comprend 5 classes allant de 1 (aucune/minimum) à 5 (catastrophique), pour l'analyse MSNA, seule une échelle de 1 (aucun/minimum) à 4 (extrême) est utilisée. Le score « 4+ » (très extrême) est utilisé lorsque les données indiquent que la situation pourrait être catastrophique. Mais le terme « catastrophique » n'est pas utilisé dans cette analyse. En effet, les données nécessaires pour établir un score « catastrophique » sont principalement collectées au niveau d'une zone géographique (par exemple, les taux de mortalité ou la prévalence de la malnutrition), ce qui est difficile à prendre en compte dans une analyse au niveau du ménage ou de l'individu.

Les différents niveaux de sévérité peuvent être définis comme suit :

- **Très extrême (4+)** : Indications d'un effondrement total du niveau de vie, avec des conséquences potentiellement immédiatement mortelles (risque accru de mortalité et / ou de dommages irréversibles au bien-être physique ou mental).
- **Extrême (4)** : Effondrement du niveau de vie. (Risque de) préjudice grave au bien-être physique ou mental.
- **Sévère (3)** : Dégradation du niveau de vie, avec un accès / disponibilité réduit aux biens et services de base. (Risque de) dégradation du bien-être physique ou mental.
- **Préoccupant (2)** : Niveau de vie sous tension. Impact minime (risque d'impact) sur le bien-être physique ou mental / état préoccupant du bien-être physique ou mental.
- **Minimal (1)** : Niveau de vie acceptable, montrant au maximum quelques signes de détérioration et / ou un accès insuffisant aux services de base. Impact (risque d'impact) nul ou minime sur le bien-être physique ou mental.

Pour construire ces échelles, certains indicateurs sont identifiés. Il existe deux types d'indicateurs : les indicateurs critiques et les indicateurs non critiques.

- **Indicateurs critiques** : Les indicateurs critiques sont ceux qui, à eux seuls, peuvent indiquer toute sévérité supérieure à 1, c'est-à-dire des niveaux de sévérité 2 à 4+ (voir la définition des niveaux de sévérité ci-dessus).

- **Indicateurs non critiques** : Les indicateurs non critiques sont ceux qui indiquent généralement des niveaux de sévérité inférieurs et qui, seuls, ne seraient pas considérés comme justifiant l'attribution d'un niveau de sévérité supérieur à 1 à un ménage. La combinaison de plusieurs manques selon les indicateurs non critiques peut indiquer un niveau de sévérité de 2 ou 3.

Sur la base de l'échelle de sévérité, les scores LSG (par secteur) sont ensuite été calculés en agrégeant les indicateurs par secteur. Une méthodologie d'agrégation simple a été identifiée, basée sur l'approche d'agrégation de l'Indice de pauvreté multidimensionnelle (*Multidimensional Poverty Index, MPI*). *Pour plus de détails sur la méthode d'agrégation, veuillez consulter l'Annexe 3.*

**L'indice des besoins multisectoriels (MSNI) est une mesure de la sévérité globale des besoins éprouvés par un ménage** dans tous les secteurs (exprimés sur une échelle de 1 à 4/4+), basé sur le score de sévérité le plus élevé pour un secteur donné et identifié au sein de chaque ménage. Le MSNI aborde les besoins multisectoriels dans une perspective globale. Un ménage est considéré comme dans le besoin si l'un de ses scores LSG sectoriels est de 3 ou plus. Qu'un ménage ait des besoins très extrêmes dans un seul secteur ou des besoins très extrêmes coexistant dans plusieurs secteurs, son score MSNI final restera le même. Bien que cette approche soit logique du point de vue de la planification de la réponse—si un ménage a un besoin extrême dans un seul secteur, cela peut justifier une intervention humanitaire, indépendamment de la coexistence d'autres besoins sectoriels—, d'autres analyses sont nécessaires pour analyser le MSNI et comprendre ces différences d'ampleur et de sévérité entre les ménages. *Pour plus de détails sur la construction du MSNI, veuillez-vous reporter à l'Annexe 4.*

En plus du MSNI, le bulletin comprend une analyse de la proportion globale de ménages selon leur niveau de sévérité, la proportion globale de ménages dans le besoin par secteur (autrement dit, les LSG), la proportion globale de ménages dans le besoin par au nombre de LSG sectoriels, et les profils de besoins les plus courants (combinaisons des LSG ou coexistence des besoins).

### **Annexe 1 : Publications connexes (termes de référence, données, tableau de bord)**

Toutes la documentation et les publications liées à la MSNA 2023 en/au [nom du pays] sont disponibles sur le Centre de ressources REACH :

- [Termes de référence](#)
- [Publications](#)

Toutes les publications multisectorielles de REACH sont disponibles [ici](#).

## Annexe 2 : Détails sur les indicateurs utilisés pour les manques en termes de niveau de vie (LSG) et les manques en termes de capacité (*capacity gaps*)

Cette annexe présente sous forme de tableaux les détails des analyses de manque en termes de niveau de vie (LSG), de manque de capacité (CG) et de vulnérabilité préexistante (PEV). Le bulletin MSNA se base sur cette méthodologie.

### Secteur – Abris et biens non-alimentaires (ABNA)

#### Indicateur critique

LSG : Indicateur critique	1	2	3	4	4+
<b>Abri adéquat / inadéquat Dégâts / aucun dégât Surpopulation</b>	Adéquat (Maison / Appartement solide et fini) ET Aucun dommage ou problème notable ET Suffisamment d'espace par personne ( $\geq 0.5$ pc/pp)	<b>(Option 1)</b> Adéquat (Maison / Appartement solide et finie) ET Dommages ou problème notable OU Pas suffisamment d'espace par personne ( $< 0.5$ pc/pp)  <b>(Option 2)</b> Bâtiment inachevé ou non fermé, abri collectif, tente, abri de fortune ou improvisé ET Aucun dommage ou problème notable ET Suffisamment d'espace par personne ( $\geq 0.5$ pc/pp)	<b>(Option 1)</b> Adéquat (Maison / Appartement solide et finie) ET Dommages ou problème notable ET Pas suffisamment d'espace par personne ( $< 0.5$ pc/pp)  <b>(Option 2)</b> Bâtiment inachevé ou non fermé, abri collectif, tente, abri de fortune ou improvisé ET Dommages ou problème notable OU /ET Pas suffisamment d'espace par personne ( $< 0.5$ pc/pp)		Pas d'abri / dormir à l'air libre OU effondrement total / abri trop endommagé ET dangereux pour vivre : Type d'abri = aucun OU dommage = Effondrement total ou abri trop endommagé ET dangereux pour la vie (mais le ménage y vit toujours)
<b>Sécurité d'occupation</b>	Faible risque pour la sécurité d'occupation : Propriétaire ou locataire avec des documents officiels écrits OU est hébergé gratuitement	Risque moyen pour la sécurité d'occupation : Propriétaire ou locataire sans documents officiels écrits	Risque élevé pour la sécurité d'occupation : Pas de d'accord pour l'occupation / squat		

<b>Espaces domestiques</b>	Les 4 tâches domestiques essentielles peuvent être accomplies (avec / sans problème) (cuisine, espace nuit et stockage, électricité)	Au moins une des tâches domestiques essentielles ne peut être accomplie (cuisine, espace nuit et stockage, électricité)	Les 4 tâches domestiques essentielles ne peuvent pas être exécutées (cuisine, espace nuit et stockage, électricité)		
----------------------------	--	---	---	--	--

## Secteur – Education

### Indicateur critique

LSG : Indicateur critique	1	2	3	4	4+
<b>Accès à l'éducation (scolarisation et fréquentation) et obstacles</b>	Tous les enfants en âge d'être scolarisés inscrits à l'école formelle et fréquentant régulièrement l'école		Au moins un enfant en âge d'être scolarisé non inscrit dans une école formelle ou ne fréquentant pas régulièrement une école formelle	Au moins un enfant en âge d'être scolarisé non inscrit dans une école formelle ou ne fréquentant pas régulièrement une école formelle et raison pertinente pour la protection de l'enfance	
<b>Environnement protégé / conditions d'apprentissage</b>	Tous les enfants apprennent dans un environnement protégé et dans des conditions d'apprentissage acceptables	Au moins un enfant apprenant dans des conditions d'apprentissage inacceptables		Au moins un enfant incapable de se rendre à l'école en toute sécurité et d'apprendre dans des conditions sûres	

## Secteur - Eau, hygiène et assainissement (EHA)

### Indicateur critique

LSG : Indicateur critique	1	2	3	4	4+
<b>Source principale d'eau pour boire &amp; temps pour aller collecter de l'eau (aller, attendre et revenir)</b>	Améliorée sur place	Améliorée en 30 minutes	Améliorée en plus de 30 minutes	Source d'eau non améliorée	Eaux de surface
<b>Infrastructure sanitaire utilisée et nombre de ménages l'utilisant</b>	Améliorée et non partagée avec des personnes extérieures au foyer	Améliorée et partagée avec moins de 20 personnes	Améliorée et partagée avec plus de 20 personnes	Non améliorée, ou améliorée et partagée avec plus de 50 personnes	Défécation à l'air libre
<b>Quantité d'eau</b>	Jamais (0 fois)	Rarement (1 à 2 fois)	Parfois (3 à 10 fois)	Souvent (11 à 20 fois)	Toujours (plus de 20 fois)
<b>Installation de lavage des mains</b>	Installation de lavage des mains disponible avec de l'eau et du savon	Aucune installation de lavage des mains disponible, OU seulement de l'eau ou uniquement du savon disponible à la station de lavage des mains			

## Secteur – Moyen de subsistance

### Indicateur critique

LSG : Indicateur critique	1	2	3	4	4+
<b>Indice des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance (LCSI) / Utilisation de stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance</b>	Aucune stratégie d'adaptation signalée	Au moins une stratégie d'adaptation au « stress », aucune stratégie d'adaptation plus élevée n'a été signalée	Au moins une stratégie d'adaptation de « crise », aucune stratégie d'adaptation plus élevée n'a été signalée	Au moins une stratégie d'adaptation « d'urgence » signalée	
<b>Source de revenu</b>	Une ou plusieurs sources de revenus stables (à l'année ou saisonnières)	Plusieurs sources de revenus saisonnières/instables, aucune source stable	Une seule source de revenus saisonnière/instable, aucune source stable	Aucun revenu ou seulement une ou plusieurs sources de revenus d'urgence	

## Secteur - Protection

### Indicateur critique

LSG : Indicateur critique	1	2	3	4	4+
<b>Enfant de moins de 18 ans ne résidant pas dans le ménage</b>	Tous les enfants du ménage vivent dans le ménage OU sont partis étudier (ou pas d'enfant)			Au moins un enfant du ménage a quitté la maison pour : S'est marié et a donc quitté la maison, A quitté la maison pour chercher du travail / pour travailler	Au moins un enfant du ménage a quitté la maison pour : A quitté la maison pour s'engager avec l'armée ou des groupes armés, A été kidnappé ou enlevé, A disparu (est parti sans nouvelles), Est détenu arbitrairement
<b>Statut civil des enfants (&lt;18 ans) du ménages</b>	Aucun enfant (<18 ans) du ménage n'est marié (ou pas d'enfant)			Au moins un enfant (<18 ans) du ménage est marié	
<b>Incident de protection vécu au cours des 3 derniers mois</b>	Aucun incident de protection	Vol de biens alimentaires OU Vol de biens non	Tensions intercommunautaires	Menaces OU Atteinte à l'intégrité	Violences basées sur le genre OU Enlèvement

		alimentaires OU Conflit foncier		physique OU Violences psychologiques	OU Accident dû à un reste d'explosif de guerre ou autre engin de guerre
--	--	---------------------------------------	--	---	--

## Secteur - Santé

### Indicateur critique

LSG : Indicateur critique	1	2	3	4	4+
<b>Besoin de soins de santé non satisfait</b>	Aucun besoin de soins de santé dans le ménage	Tous les besoins en matière de soins de santé ont été satisfaits	"Au moins une personne ayant un besoin de soins de santé non satisfait OU au moins une personne ayant des besoins de soins de santé satisfaits et un niveau de handicap WG-SS 3/4	Au moins une personne ayant un besoin de soins de santé non satisfait ET un niveau de handicap WG-SS 3/4	

## Secteur - Sécurité alimentaire

### Indicateur critique

LSG : Indicateur critique	1	2	3	4	4+
<b>(La matrice Fewsnets fait référence aux scores FCS, HHS et rCSI)</b>	IPC Phase 1	IPC Phase 2	IPC Phase 3	IPC Phase 4	IPC Phase 5

Méthodologie de la classification par la matrice de Fewsnets

- La méthodologie de classification par la matrice de Fewsnets permet de procéder à une analyse au niveau ménage. Elle permet de distinguer l'analyse en deux étapes : (1) la consommation alimentaire (basées sur les indicateurs usuels de sécurité alimentaire que sont le Score de consommation alimentaire, l'Echelle de la faim et l'Indice réduit des stratégies de subsistance) et (2) les stratégies de subsistance (basées sur le LCSi, l'Indice des stratégies d'adaptation des moyens de subsistance). L'échelle de l'indicateur critique correspond à la première étape de l'analyse, à savoir l'analyse de la consommation alimentaire au niveau ménage.

Méthodologie de l'échelle de la faim (HHS) et de l'indice des stratégies de subsistance (rCSI)

Les calculs des deux indicateurs suivent les méthodes de calculs standards :

- *rCSI* : permet d'évaluer la quantité ou la suffisance de l'alimentation d'un ménage en posant des questions sur une sélection de mécanismes d'adaptation liés à l'alimentation <sup>11</sup>.
- *HHS* : permet de mesurer la faim en représentant différents niveaux de l'insécurité alimentaire et permet des comparaisons interculturelles <sup>12</sup>.

Méthodologie du score de consommation alimentaire (FCS)

Le calcul du score de consommation alimentaire suit la méthode de calcul standard avec les seuils suivants correspondant aux pays avec une faible consommation de sucre et d'huile <sup>13</sup> :

- *Pauvre* : inférieur ou égal à 28
- *Limite* : supérieur à 28 et inférieur ou égal à 42
- *Acceptable* : supérieur à 42

### Indicateurs non-critiques

LSG : Indicateurs	0	1
Ménage ayant rapporté avoir accès à un marché fonctionnel à moins d'une heure de marche	Oui	Non
Ménage ayant rapporté avoir accès à la terre pour pratiquer l'agriculture	Oui	Non
Ménage ayant rapporté avoir une dette	Oui	Non

## Annexe 3 : Manques en termes de niveau de vie (LSG) – Agrégation

L'analyse se déroule en 3 étapes :

### A) Combinaison d'indicateurs critiques en un score final pour la composante critique

À l'exception du LSG sur la sécurité alimentaire, le score de sévérité sectorielle final d'un ménage pour la composante critique sera toujours le niveau de sévérité maximal obtenu pour l'un des indicateurs sectoriels critiques inclus pour l'analyse ou d'une combinaison d'indicateurs (voir la Figure 3 ci-dessous à titre d'exemple).

### B) Combinaison d'indicateurs non critiques en un score final pour la composante non critique

Le score sectoriel final pour les indicateurs non critiques (si des indicateurs non critiques sont inclus) sera obtenu comme suit :

1. Calculez la moyenne de tous les indicateurs non critiques inclus (moyenne des valeurs binaires)
2. Attribuez des niveaux de sévérité comme suit :
  - Niveau de sévérité 1 : Moyenne des indicateurs non-critiques  $\leq 1/3$
  - Niveau de sévérité 2 : Moyenne des indicateurs non-critiques  $\leq 2/3$  &  $> 1/3$
  - Niveau de sévérité 3 : Moyenne des indicateurs non-critiques  $> 2/3$

### C) Combinaison des composantes critiques et non critiques dans un score LSG sectoriel final

Le score LSG sectoriel final sera le niveau de sévérité maximal atteint parmi les composantes critiques et non critiques. Si aucune composante non critique n'est incluse, le score final sera simplement le résultat du composant critique. La figure 3 ci-dessous résume le processus d'agrégation.

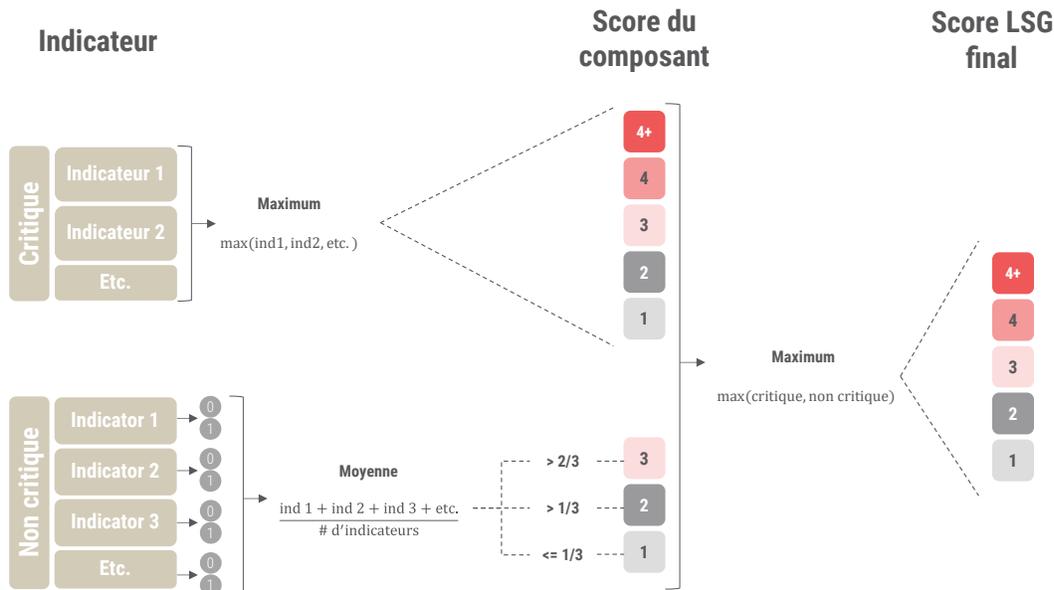


Figure 3 : Agrégation d'indicateurs critiques et non critiques dans un score LSG sectoriel final

## Annexe 4 : Indice des besoins multisectoriels (MSNI) – Agrégation

Le « niveau de gravité multisectoriel » final ou l'Indice des besoins multisectoriels (MSNI) est, pour chaque ménage, le niveau de sévérité maximal obtenu par le ménage parmi les LSG sectoriels (voir Figure 4 ci-dessous) :

MSNI = max(LSG Sécurité alimentaire, LSG Moyens de subsistance, LSG EHA, LSG Santé, LSG Education, LSG Protection)

	Score de sévérité sectorielle (LSG)						MSNI
	Sécurité alimentaire	Santé	EHA	Protection	Education	Etc.	
HH1	4	4	4	4	3	3	4
HH2	2	2	4	2	1	1	4
HH3	3	3	3	4+	2	1	4+
HH4	2	3	1	1	2	1	3

Figure 4 : Exemple de calcul du MSNI par ménage

## **Annexe 5 : Liste des partenaires**

### **Financé par :**

- USAID - BHA
- UKAID

### **Conception de la recherche/développement d'outils, consultations :**

- *PAM*

### **Cadre institutionnel :**

- *OCHA*
- *Groupe de travail de gestion de l'information*

### **Partenaire opérationnel :**

- *ACTED*

### **Partenaires de collecte de données :**

- *PAM*
- *INS*

### **Partenaires d'analyse des données :**

- *Clear Global*